

Saint-Denis territoire de migrations ? (saison 6)
Chercheur.e.s, actrices et acteurs locaux.ales en dialogues.

Pa(ma)trimonialisation et mémoires des migrations

Le 9 décembre 2025

De 9h à 18h

Salle du conseil Municipal Marie Chaix – Mairie de Saint-Denis,
place Victor Hugo, 93200 Saint-Denis

Coordination : Christine Bellavoine, Delphine Leroy, Evelyne Ribert

ARGUMENT ET PROGRAMME

Éléments de contexte

Dans les anciennes villes industrielles de la couronne parisienne, et notamment à Saint-Denis l’expérience migratoire tient une place importante, tant d’un point de vue historique que dans son actualité. Différents flux de populations infra et extra-nationaux ont été parties prenantes de leur construction, de leur développement et de leur dynamique démographique. Les reconfigurations géopolitiques de l’après-guerre et notamment de l’ère post-soviétique ont remanié la cartographie des migrations internationales. Des migrant·es de l’après-guerre venu·es majoritairement des pays du Maghreb puis d’Afrique de l’Ouest et composant une partie des ouvriers de ces territoires, y ont habité et s’y sont installé·es. Les dynamiques actuelles, toujours en recomposition, se traduisent d’une part par des migrations d’origines

variées, asiatiques ou du Moyen orient par exemple, et par de nouveaux cursus professionnels (ou d'activité) d'autre part. La présence de compatriotes et d'associations de soutiens, l'existence d'un parc de logements modestes voire dégradés, permettent que ces villes restent des territoires d'accueil des populations migrantes.

Plus récemment, on ne peut manquer de mentionner des éléments qui notamment - par leur impact dans le nord est parisien (campements Porte de la Chapelle à Paris, avenue du Président Wilson à Saint-Denis...), relancent le débat sur les migrations et les engagements citoyens et de la puissance publique. La faussement dénommée « crise de l'accueil » des migrant·es de 2015 et l'accueil des Ukrainien·nes à partir de 2022 témoignent néanmoins du poids ambivalent de cette question dans le récit national. Par-delà ces événements, le phénomène migratoire est désormais compris comme inscrit dans le temps au rythme des conjonctures politiques, du changement climatique et des crises qu'ils provoquent.

De l'usine aux quartiers, des chantiers aux camps, la question des migrations est passée de celle des travailleurs immigrés à celle des regroupements familiaux, puis à celle des réfugié·es et exilé·es ainsi que celle de l'intégration» et des quartiers en difficulté.

Au niveau des territoires, les pourcentages de personnes immigrées figurent dans de nombreux diagnostics et argumentaires en vue de caractériser les territoires et construire des projets et actions visant à « l'intégration » des personnes considérées (à Saint-Denis, 31% des habitant·es sont de nationalité étrangère et 38,4% sont immigré·es)¹. Ce faisant, ils sont souvent présentés comme des indicateurs « négatifs », associés à ceux de la pauvreté, du chômage, des difficultés sociales et économiques diverses pour les habitants (maîtrise de la langue, accès aux papiers, aux droits et aux services, etc.). Les migrations sont également souvent renvoyées aux tensions des rapports sociaux dans les espaces publics (incivilités, délinquance, etc.).

D'un autre côté, les migrations peuvent être valorisées dans les discours, notamment dans le champ culturel, à travers le dynamisme de villes jeunes, «Villes monde», au «carrefour de toutes les cultures». Mais ne nous y trompons pas, souvent « Derrière les discours lénifiants sur les vertus du métissage et du cosmopolitisme s'exprime un raidissement autour des normes culturelles de la majorité » (Simon, 2015).

Au-delà de ces représentations, nos journées d'étude proposent de travailler à hauteur de la vie, des villes, des quartiers, pour mieux comprendre la question des migrations qui les traverse et sur lesquelles ils agissent en retour. Il s'agira notamment, à l'instar d'Anouk Flamant (2017), de situer les contextes et inviter à penser « le changement dans les politiques publiques, en l'occurrence le passage d'une politique d'intégration à une politique de lutte

¹ La population étrangère est définie en fonction d'un critère de nationalité : est étrangère toute personne résidant en France qui n'a pas la nationalité française. Un·e immigré·e est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Source INSEE Définitions Recensement et chiffres RP 2019.

contre les discriminations raciales, [qui] nécessite de le saisir au prisme des configurations locales dans lesquelles il se produit ».

Motivation et objectifs de la journée

L'idée d'une journée d'étude co-construite entre l'École Doctorale (ED) Sciences Sociales de l'Université Paris 8, l'Institut Convergences Migrations (ICM) et la Mairie de Saint-Denis part du constat de l'intérêt de porter à la connaissance des acteurs locaux les recherches en cours au sein de l'ED qui abordent des problématiques sur lesquelles ils sont amenés à agir. Ainsi, la question migratoire est présente dans le répertoire des thèses où plusieurs doctorant·es, abordent les migrations selon différentes entrées. Les sujets sont traités en effet selon des approches qui se réfèrent au droit, à l'économie, à la sociologie, à l'anthropologie, à la science politique, aux sciences de l'éducation, à la géographie et à la géopolitique. L'Institut Convergences Migrations, présent également sur le territoire, regroupe des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales, et sciences de la vie travaillant spécifiquement sur les migrations.

Le projet vise à faire se rencontrer et dialoguer chercheur·es et acteur·ices engagé·es sur ces thématiques et les différentes institutions présentes sur le terrain. La perspective est de favoriser les échanges sur leurs questionnements respectifs, leurs démarches, leurs expérimentations, leurs résultats et les conditions et moyens de collaboration. Il s'agira aussi d'identifier des questions émergentes ou des évolutions insuffisamment interrogées de ces problématiques anciennes. Nous souhaitons articuler les questionnements et apports des participant·es à la question des territoires, et en croisant les échelles.

(Pa)matrimonialisation et mémoires des migrations.

Après avoir travaillé sur l'importance des liens entre ici et là pour comprendre ce qui se joue pour les personnes et les territoires en migration, nous ouvrons cette année la problématique des liens au passé, de la question des mémoires et des histoires des migrations, des différentes formes que peuvent prendre la reconnaissance (Fraser 2005) de ces histoires et mémoires, toujours à hauteur des villes et territoires « de migration ». Dans la question « qu'est-ce qui fait mémoire ? » se dessine en creux une autre interrogation : qu'est-ce qui n'est pas digne d'être retenu comme élément structurant et marquant d'une histoire collective ?

Ces choix, parfois implicites, dénotent une vision de la société, non seulement passée mais surtout présente et à venir. Raconter son histoire, faire récit n'est jamais neutre : il s'agit un enjeu politique, certain·es évoquent même le terme de « construction politique² » pour caractériser les mémoires collectives.

² <https://lejournal.cnrs.fr/articles/la-memoire-collective-est-une-construction-politique>, cf. Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc (dir.), 2023.

L'histoire *color blind* (Noiriel 2006) se fissure dans les années 1980 qui ouvrent des questionnements profonds sur le rôle de l'État dans la Shoah, mais également dans la colonisation, l'esclavage, et l'histoire des migrations (Noiriel, 1988). Une histoire faisant plus de place aux récits minoritaires ne comblera pas pour autant l'absence de reconnaissance actuelle, ni n'empêchera la persistance du racisme et des discriminations. Cependant, que ce soit dans les travaux de recherche, dans les musées ou au sein des associations, cette question prend corps et acquiert une certaine visibilité dans le débat public (Baussant, Chauliac, Dos Santos, Ribert et Venel 2017).

Depuis le début des années 1990, on assiste au développement des associations mettant en valeur les mémoires culturelles, politiques et sociales des migrations et des quartiers populaires. Dans la lignée des recherches post-coloniales, puis des approches intersectionnelles, la question de ce que le passé fait au présent, ou plutôt de ce que l'absence de reconnaissance d'une histoire juste fait au présent est largement portée par des associations de migrant·es ou de personnes racisées militantes. Parallèlement, les vingt dernières années ont également été le théâtre d'une exacerbation des interventions contre une supposée « *cancel culture* »³ renvoyant au fait que ces recherches et actions militantes en faveur d'une « décolonisation des esprits » seraient un danger pour l'unité républicaine et la cohésion sociale. Il s'agit alors de s'interroger sur la capacité de l'État à mettre en travail les pans obscurs de son histoire

Histoires/mémoires des migrations et territoires

La récente exposition « banlieues chéries » au musée de l'histoire de l'immigration nous rappelle que les différentes migrations se relient à des territoires particuliers, territoires de travail et d'accueil qu'elles contribuent à façonner. Il en est ainsi des banlieues qui ont accueilli les industries nécessitant de forts contingents de main-d'œuvre et les habitats permettant d'accueillir ces travailleurs puis leurs familles.

Si les villes de la petite couronne parisienne⁴ et notamment du département de la Seine Saint-Denis sont emblématiques de cette histoire, les dynamiques de métropolisation transforment cependant considérablement ces anciens territoires ouvriers. Les friches laissées par la désindustrialisation ont permis de grands programmes de diversification de l'habitat, les gares réalisées ou en projet du Grand Paris Express redistribuent les mobilités et les proximités. Le tournant des années 2000 de la politique de la ville, avec la création de l'agence nationale de rénovation urbaine, a privilégié une politique de démolition/diversification des logements et du peuplement.

Dans ce contexte, nous interrogeons la place faite aux migrations dans les récits sur les territoires, par les institutions muséales (musée d'art et d'histoire Paul Eluard de Saint-Denis), ou par les initiatives privées. Comment et pourquoi mettre cette histoire au musée ? Nous nous interrogerons également sur réception de la mémoire des habitant·es de ces quartiers, de la possibilité ou non de récits divergents, à travers des projets soutenus par la politique de la ville par exemple. Dans le cadre de ces projets, les artistes sont souvent mis à contribution.

Cette question n'est pas nouvelle à Saint-Denis, où elle a notamment fait l'objet d'un colloque en 2011 à l'université Paris 8 Vincennes- Saint-Denis avec l'intitulé suivant : « quel travail de mémoire(s) pour quelle société ? ». Parler de « travail de mémoire(s) » nous rappelle qu'il s'agit bien de constructions, de choix, de sens, de reconnaissance, que l'épaisseur historique d'une société est aussi faite de conflits,

³ Annulé [e]. *Réflexions sur la cancel culture* de Judith Lussier ; *La cancel culture. Des États-Unis à la France* par Julie Assouly ; et enfin Laure Murat, *Qui annule quoi ? Sur la cancel culture*

⁴ Nous n'oublions pas Paris et les métropoles dont l'histoire populaire se nourrit également de la présence d'habitants et de travailleurs étrangers.

de tensions, de silences et de récits qui s'opposent. Ainsi, « la demande pressante de reconnaissance de la diversité des mémoires⁵ » a été à l'origine de la création d'une délégation Mémoire au sein de la municipalité de Saint-Denis en 2008, et du colloque de 2011.

Presque quinze ans après, qu'en est-il des pratiques mémoriales des migrations ? La première modification visible est celle de la mise en lumière de la dimension genrée de l'Histoire et des traces avec l'arrivée du terme matrimonialisation. De nouvelles pratiques émergent ou se renouvellent, la journée tentera de montrer et de mettre en dialogues quelques-unes d'entre elles.

La question des mémoires et des territoires traverse ainsi l'ensemble de l'espace public : le déboulonnage de statues d'esclavagistes ou de colonialistes génère de nombreux débats aux États-Unis comme en Europe et pose la question des traces, de celles qu'on souhaite conserver ou non, qui s'incorporent dans les noms de rue, les mobiliers urbains, les bâtiments d'une ville. Cette question se pose également dans les quartiers populaires ou « QPV » particulièrement concernés par les démolitions et les restructurations plus en moins importantes de leur habitat (ANRU).

Cette journée s'inscrit également dans le programme de la biennale du Printemps de la Mémoire du Réseau Mémoires-Histoires en île de France.

Éléments bibliographiques :

- Assouly J., (2022) *La cancel culture. Des États-Unis à la France*, Presses Universitaires Blaise Pascal, col l'opportune.
- Baussant, M., Chauliac, M., Dos Santos, I., Ribert, E. et Venel, N. (2017), *Communications*, 100(1), « Des passés déplacés. Mémoires des migrations ».
- Fassin, É. et al., (2006) *De la question sociale à la question raciale ? : Représenter la société française*. Paris, La Découverte. « Cahiers libres ».
- Flamant, A. (2017). L'incomplète construction des politiques municipales de lutte contre les discriminations raciales. Enquête dans les villes de Lyon, Nantes et Strasbourg (2001-2012) *Revue internationale de politique comparée*, 24(3), 257-292. <https://doi.org/10.3917/ripc.243.0257>.
- Frazer, N., (2005) *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Politique et sociétés »,
- Gensburger S. & Lefranc S. (dir.), 2023, *La mémoire collective en question(s)*, Presses universitaires de France, Paris.
- Lussier J. (2021) *Annulée, réflexions sur la cancel culture*, Ed Cardinal.
- Migrations Société n° 138 Vol. 23, novembre-décembre 2011, 224 p. Dossier : Quel travail de mémoire(s), pour quelle société ?
- Noiri, G. (1988) Le creuset français. Histoire de l'immigration (XIXe-XXe siècles), *Hommes & Migrations* n° 1113.
- Noiri, G (2006) "Color blindness" et construction des identités dans l'espace public français ». *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, La Découverte, 2006. p.158-174. CAIRN.INFO
- Simon, P. (2015). La lutte contre les discriminations n'a pas eu lieu La France multiculturelle et ses adversaires. *Mouvements*, 83(3), 87-96. <https://doi.org/10.3917/mouv.083.0087>.

⁵ Propos de D. Paillard maire de St-Denis à l'époque, de l'introduction au colloque de 2011. Cf. <https://compagnie-boukousou.fr/wp-content/uploads/2020/10/Article-Migration-et-Societe-MS138-DIAKOK.pdf>

PROGRAMME

8h45 accueil café

Mots d'accueil : Christine Bellavoine, sociologue, directrice des Etudes locales, mairie de Saint-Denis

Introduction : Sophie Jehel, directrice de l'ED Sciences Sociales Paris 8 Vincennes Saint-Denis

9h15–10h45 Conférence introductory :

Que font les mémoires des migrations au présent ?

Evelyne Ribert, sociologue, chargée de recherche au CNRS, Laboratoire d'Anthropologie Politique (EHESS-CNRS), Affiliée à l'Institut Convergences Migrations

Débat avec la salle

10h45 Ensemble vocal Sequenza 93 : Présentation

Catherine Simonpietri - Directrice Artistique de l'Ensemble Vocal Sequenza 9.3
Alice Fagard & Ivana Sovied

11h – 11h15 : Pause

11h15 –12h45 : 1^{ère} table ronde : Mettre les migrations au musée, comment, pour qui, pour dire quoi ?

Discutante : **Andréa Cristina Delaplace**, Docteure en Histoire de l'art, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Chercheuse associée IPAC - Université Laval (Québec) et HICSA - Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Valérie Perles, directrice du Musée d'art et d'histoire Paul Éluard de Saint-Denis

Hélène Bertheleu, enseignante - chercheure en sociologie, Université de Tours, UMR CNRS 7423 CITERES

Sébastien Radouan, historien de l'architecture, Membre de l'Association pour un Musée du Logement Populaire (AMuLoP)

Hédia Yelles attachée de conservation au Musée de l'Histoire de l'immigration

12h45-14h15 : Pause déjeuner Offerte par la Ville de Saint-Denis

14h 15 : Ensemble vocal Sequenza 93 (diffusion d'un extrait)

Catherine Simonpietri - Directrice Artistique de l'Ensemble Vocal Sequenza 9.3
Alice Fagard & Ivana Sovied

14h20-15h30 : 2^{ème} table ronde : mémoires et transformation des territoires

Discutante : **Camille Broucke**, cheffe du service de la conservation du Musée de l'Histoire de l'immigration

Emmanuel Bellanger, historien, Directeur de recherche du CNRS, Directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) UMR 8058 de l'Université Paris 1 – Campus Condorcet.

Karim Yazi, metteur en scène, directeur du Kygel théâtre

Jean-Barthelemy Debost, historien, membre de l'équipe de recherche ECCE (Engagement Citoyen par la Culture en Europe)

Pause : 15h30–15heures 45

15h45 Ensemble vocal Sequenza 93 (diffusion d'un extrait)

Catherine Simonpietri - Directrice Artistique de l'Ensemble Vocal Sequenza 9.3
Alice Fagard & Ivana Sovied

15h50-17h20 : 3^{eme} table ronde : légitimités et mémoires militantes

Discutante : **Françoise F. Laot**, socio-historienne, professeure, Université Paris 8, LIAgE

Sophia Arouche, Responsable Programme Recherche, Association Ghett'up

Marina Chauliac, anthropologue, conseillère pour l'ethnologie à la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes (Ministère de la culture), membre du Laboratoire d'Anthropologie du politique (LAP – UMR8177 CNRS/EHESS) affiliée à l'Institut Convergences Migrations

Elodie et Delphine Chevalme, artistes plasticiennes,

Mohamed Ouaddane, délégué général du Réseau Mémoires-Histoires en Île-de-France, coordination générale de l'Inter-réseaux Mémoires-Histoires

17h20 Ensemble vocal Sequenza 93 (diffusion d'un extrait)

Catherine Simonpietri - Directrice Artistique de l'Ensemble Vocal Sequenza 9.3
Alice Fagard & Ivana Sovied

17h25 Diffusion d'un court métrage 'Le choix d'une vie', conçu et réalisé par des élèves du collège Fabien, présenté par des élèves et de Audrey Bourcier, enseignante de Lettres modernes.

Synthèse de la journée : Viviane Ferreira Martins, professeure à l'Université Complutense de Madrid (Espagne)

Mots de conclusion : Delphine Leroy, MCF LIAgE, Université Paris 8, affiliée à l'Institut Convergences Migrations

Pour continuer ensemble....

Verre de l'amitié

(offert par l'Institut convergences Migrations)